[](https://www.kla.tv/4789)

Menaces de sanctions répétées contre la Russie : un programme ?

**Jetons un regard en arrière: Le 2 novembre dernier, ont eu lieu des élections législatives dans l'ouest de l'Ukraine, et aussi dans les républiques populaires de Donetsk et Lougansk. Ces élections ont été internationalement controversées.**

Bonsoir, mesdames, messieurs. Et bienvenue au commentaire médiatique d'aujourd'hui concernant les menaces de sanctions contre la Russie dans le conflit en Ukraine. Nous sommes heureux qu’aujourd'hui encore vous ayez allumé kla.tv.   
Jetons un regard en arrière: Le 2 novembre dernier, ont eu lieu des élections législatives dans l'ouest de l'Ukraine, et aussi dans les républiques populaires de Donetsk et Lougansk. Ces élections ont été internationalement controversées. La nouvelle Haute Représentante de l'UE Federica Mogherini et particulièrement le gouvernement allemand ont condamné les élections disant quelles violaient le plan de paix de Minsk. Et cela bien que les élections aient été en fait conformes à la Charte des Nations Unies. Le paragraphe 2 de l'article 1 oblige les pays à respecter l'égalité et l'autodétermination des nations. Et là, tout le monde devrait au moins attester que l'est de l'Ukraine de l’est a aussi le droit de choisir son gouvernement, d'autant plus qu'il n'y avait pas de parlementaire de l'est de l'Ukraine à choisir pour l'élection dans l'ouest du pays. De plus, seulement 2,8 des 5 millions d'électeurs de Lougansk et Donetsk ont voulu ou ont pu participer aux élections législatives. Nous avons diffusé en allemand un commentaire médiatique sur ce sujet : « Les bonnes préparations des élections législatives en Ukraine ». Sans tenir compte de ces éléments, le président en fonction, Petro Porochenko, a même parlé de „pseudo-élections de terroristes et de bandits“. Par contre, le ministère des affaires étrangères de Russie a déclaré qu'ils allaient respecter la volonté des gens dans l'est de l'Ukraine. Cela avait provoqué à l’ouest une réprobation massive, si bien que le gouvernement allemand de la chancelière fédérale Angela Merkel avait menacé de renforcer les sanctions. Lors du sommet des 20 pays industrialisés et des pays émergents (G20) à Brisbane en Australie, les chefs d’Etat et de gouvernement occidentaux ont réaffirmé leur détermination de continuer à mettre Moscou sous pression afin de forcer le gouvernement russe à changer sa politique en Ukraine.   
  
Lors d'un conseil des ministres des affaires étrangères de l'UE à Bruxelles, lundi 17 novembre, on a tout à coup changé la direction et décidé de renoncer pour le moment aux nouvelles sanctions contre la Russie ? C'est ainsi que Federica Mogherini l'a exprimé. « Il faut aussi, je cite, envisager un dialogue avec la Russie“. Est-il vraiment possible que les ministres des affaires étrangères de l'U.E. aient seulement maintenant l’idée de négocier avec la Russie? Ou est-ce qu'il y a d'autres raisons pour lesquelles l'Union Européenne renonce à des sanctions économiques renforcées ? Selon les estimations des experts en économie occidentaux, des sanctions renforcées conduiraient l’U.E. à subir des dommages économiques plus graves : le 28 août 2014 un commentaire médiatique de Klagemauer.TV a déjà présenté les conséquences radicales de la politique de sanctions de l'U.E. À ce moment-là on pouvait déjà reconnaître que ces sanctions entraîneraient des contre-mesures russes qui auraient sur l'U.E. un effet de coup de fouet en retour. Cette situation fâcheuse ne s'est pas améliorée depuis, elle s'est même aggravée. Le 3 novembre, l'Autriche a par exemple signalé une hausse inattendue du taux de chômage. En outre les sanctions ont durci les fronts du conflit Est-Ouest plutôt que de contribuer à la solution du conflit. La question suivante se pose : Les menaces répétées de sanctions contre la Russie étaient-elles décidées à la légère ou y a-t-il un programme derrière tout cela ?   
  
La réponse nous est donnée par Joe Biden, vice-président des Etats-Unis, dans son discours du 3 novembre à l'université de Harvard. Là il a déclaré fièrement : « c’était l’équipe dirigeante du président des U.S.A. qui ont amené les pays industrialisés à infliger des sanctions contre la Russie. » car – écoutez bien - « they didn't want to do that », en français: « ils ne voulaient pas le faire. »   
Après cette déclaration claire et nette, on n'a pas besoin d’explications supplémentaires. Une escalade du conflit avec un affaiblissement de la Russie et de l'U.E. sert seulement les intérêts des U.S.A. C'est pourquoi il est de la responsabilité des peuples européens de corriger cette politique autodestructrice de l'U.E. L’Autriche a donné l'exemple : déjà un jour après l'annonce de l’augmentation du nombre de chômeurs en Autriche, le chancelier fédéral Werner Faymann a annoncé une décision exemplaire et peut-être porteuse d'avenir: Son pays veut chercher le dialogue et ne veut plus imposer de sanctions contre la Russie. Il a donc clairement pris position contre les ambitions de Merkel ou bien du gouvernement des États-Unis et avec ça, pour l'application pratique de la Charte des Nations Unies, paragraphe 1, chapitre 1,   
«Les buts des Nations Unies sont de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et de prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix dans le monde. »  
  
Mesdames et Messieurs, nous verrons si l'Union Européenne souhaite suivre l'exemple de l'Autriche et chercher le dialogue ou si le coût des contre-sanctions possibles est trop élevé ; la suite nous le dira.   
  
Nous, ici à Klagemauer.TV, nous continuerons à vous tenir au courant. Continuez à venir nous rejoindre régulièrement sur kla.tv. Bonne soirée.

**de Joas B. /Horst M./ Bettina B**

**Sources:**

<http://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/2014/11/03/merkel-droht-russland-mit-neuen-sanktionen/>  
[www.neopresse.com/politik/usa/eu-staaten-von-usa-zu-russland-sanktionen-gezwungen/](https://www.neopresse.com/politik/usa/eu-staaten-von-usa-zu-russland-sanktionen-gezwungen/)  
<http://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/2014/11/04/oesterreich-stellt-sich-gegen-merkel-lehnt-neue-russland-sanktionen-ab/>  
<http://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/2014/11/03/sanktionen-der-eu-verstaerken-die-autoritaeren-tendenzen-in-russland/>  
<http://www.heise.de/tp/artikel/43/43179/1.html>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

#Russie - [www.kla.tv/Russie](https://www.kla.tv/Russie)  
  
#Porochenko - [www.kla.tv/Porochenko](https://www.kla.tv/Porochenko)

[](https://www.kla.tv/fr)**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!  
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

*Licence: C:\Users\W\Downloads\ccby_transparent.png Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.  
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.